

Depuis la mise en place des PIAL, les conditions de travail des AESH se sont fortement dégradées.

Affecté-es sur plusieurs établissements, nous devons sans cesse nous adapter, composer avec des emplois du temps et des affectations modifiés en cours d'année. Il nous faut également nous occuper d'un nombre d'élèves à accompagner de plus en plus important.

La mutualisation quasi systématique de la prise en charge des élèves ne permet pas de répondre convenablement à leurs besoins ; la solution trouvée par l'administration est de concentrer plusieurs élèves dans une même classe avec un temps restreint de présence de l'AESH, afin d'optimiser le temps de présence de l'AESH et pour tenter de pallier au manque de personnel. Certains élèves se retrouvent alors avec 1h ou 2h seulement d'accompagnement dans la semaine.

Comment peut-on décemment appeler ceci de l'accompagnement ?

Comment continuer à donner du sens à nos missions ?

Comment ne pas se sentir méprisé-es ?

La non reconnaissance professionnelle que nous subissons s'observe également avec une grille salariale qui reste à un niveau beaucoup trop bas. Nos salaires nous maintiennent sous le seuil de pauvreté alors que nous subissons l'inflation de plein fouet.

Le gouvernement n'envisage aucunement de créer un véritable statut de la Fonction Publique d'État alors que cela permettrait de reconnaître notre métier à sa juste valeur. Pire, notre professionnalisation et nos compétences ne sont tellement pas reconnues qu'il est question de fusionner notre fonction avec celle des AED.

Dans notre département, les nombreux signalements formulés par les AESH dans le registre SST montrent la dégradation continue de nos conditions de travail et son impact sur notre santé.

Voici comment le ministère répond à nos revendications :

- à la demande de la reconnaissance d'un statut, le ministère répond par la création d'une fonction d'Accompagnant de Réussite à la Scolarité qui ne se fait qu'au détriment de nos missions réelles ;

- à la demande d'œuvrer contre des temps incomplets imposés et la précarité du métier, le ministère répond par un accompagnement sur les temps périscolaires (cantine, accueil de loisirs..) qui ne correspond en rien à nos compétences, alors qu'il faudrait une réelle reconnaissance du travail de préparation et de concertation, indispensable à la réalisation de nos missions ;

- à la demande de l'abandon des PIAL, le ministère répond par une transformation de ceux-ci en des pôles qui se calqueront sur le même mode de fonctionnement ;

- à l'exigence d'une revalorisation des salaires, le gouvernement répond par une ridicule augmentation de 10 % et des grilles de rémunération maintenues au minimum de la Fonction publique.

Nous ne pouvons pas nous taire face à ce délabrement de nos conditions de travail, face à la forte dégradation de l'accompagnement des élèves qui leur porte forcément préjudice, face à ce mépris considérable de nos fonctions. Comment, dans ces conditions, réussir à recruter de nouveaux personnels AESH qui sont plus que jamais nécessaire ? C'est impossible.

La FSU continue d'exiger l'abandon des PIAL , une hausse de salaire immédiate, la création d'un corps de métier de catégorie B ainsi que l'abandon du projet des Accompagnant de Réussite Éducative (ARE).